24 septembre 2017

17.337

Question Céline Vara**Renvois pratiqués par des agent-e-s cagoulés : contraire aux recommandations, selon le rapport de la commission nationale de prévention de la torture relatif aux renvois**

Selon le rapport du 11 juillet 2017 de la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) au Département fédéral de justice et police (DFJP) et à la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) relatif au contrôle des renvois en application du droit des étrangers, de mai 2016 à mars 2017, il s'avère qu'un certain nombre de renvois pratiqués dans notre canton ont été effectués par des agent-e-s de police portant une cagoule.

Durant une période d'observation de 11 mois, le rapport mentionne à sa page 7, chapitre 15, que la CNPT a observé quatre cas : « lors desquels des unités spéciales de la police mandatées pour prendre en charge les personnes à rapatrier dans les cantons des Grisons, de Neuchâtel et du Valais étaient cagoulées (cagoule ou tout autre dispositif masquant le visage, voir ATF 117 la 472). (...) La Commission a demandé aux autorités cantonales des Grisons et de Neuchâtel de préciser les raisons du port de cagoules dans les cas en question. Dans leurs réponses, les autorités ont justifié l'utilisation de cagoules par des motifs de sécurité. La Commission réitère qu'aucune considération de sécurité ne peut justifier le port d'un masque ou d'une cagoule (Voir CPT/Inf (2003) 35, ch. 38; CAT/C/CR/34/CHE, 21 juin 2005, ch. 4, let. J, et Vingt principes directeurs sur le retour forcé, Principe 18 ».

La CNPT précise que : « La police cantonale neuchâteloise indique dans sa réponse du 31 octobre 2016 que le port de cagoules avait été motivé par le fait que la personne à rapatrier était vraisemblablement porteuse d'une maladie facilement transmissible » (note de bas de page n° 13, p. 7).

1. *Le Conseil d'État est-il au courant de ces pratiques ?*
2. *Le Conseil d'État a-t-il pris connaissance du rapport susmentionné et, précédemment, de la réponse de la police cantonale neuchâteloise du 31 octobre 2016 ?*
3. *Le Conseil d'État a-t-il ou va-t-il prendre des mesures à l'encontre de telles pratiques, cas échéant, lesquelles ?*

Les signataires remercient par avance le Conseil d'État de sa prochaine réponse aux questions susmentionnées.

Signataires : C. Vara, Z. Bachmann.

Réponse écrite du Conseil d'État, transmise aux membres du Grand Conseil le 8 novembre 2017

La situation relevée dans le rapport susmentionné était un cas particulier : les agents en charge du transport jusqu'à l'aéroport étaient des membres du groupe d'intervention qui ont peu l'habitude de ce genre de missions. En effet, le Team escort de la police neuchâteloise est de petite taille et doit occasionnellement faire appel aux membres du groupe d'intervention (GI) pour assurer le transport jusqu'à l'aéroport. Devant faire face à une personne vraisemblablement porteuse d'une maladie transmissible (de type hépatite) et qui était connue pour cracher et mordre les intervenants, les agents ont pris le maximum de précautions afin d'éviter d'être contaminés, soit en portant des cagoules. Ils n'avaient pas conscience qu'ils allaient à l'encontre des règles applicables à un rapatriement compte tenu du fait qu'ils ne s'occupaient que du transport jusqu'à l'aéroport. Le rôle de l'État est d'ailleurs de préserver la santé et la sécurité de la population, y compris celle de ses collaborateurs.

1. *Le Conseil d'État est-il au courant de ces pratiques ?*
Le Conseil d'État n'est pas au courant de cette « pratique ». La situation en question relève d'un cas particulier qui ne s'est produit qu'une seule fois dans le canton de Neuchâtel. On ne peut dès lors pas parler de « pratiques » mais bien d'un cas isolé.
2. *Le Conseil d'État a-t-il pris connaissance du rapport susmentionné et précédemment, de la réponse de la police cantonale neuchâteloise du 31 octobre 2016 ?*

Le Conseil d'État n'a pas pris connaissance de la réponse de la police cantonale neuchâteloise du 31 octobre 2016, avant que la question ne soit soulevée. Le cas isolé relevé dans la

question est resté un cas ponctuel et relevait du domaine opérationnel de la police neuchâteloise.

3. Le Conseil d'État a-t-il ou va-t-il prendre des mesures à l'encontre de telles pratiques, cas échéant, lesquelles ?

Rendue attentive à ces faits, la police neuchâteloise a pris les mesures nécessaires afin d'éviter qu'un tel cas se reproduise : les membres du groupe d'intervention ont été sensibilisés aux dispositions de la LUSC et à ses dispositions d'exécution.